

Expression syndicale

Suite à la rencontre avec le directeur général adjoint

M Mazauric, directeur général adjoint (DGA) était dans le département des Bouches-du-Rhône vendredi 16 octobre 2015 et à cette occasion une rencontre avec les organisations syndicales était prévue en fin de journée. Même si, par rapport à l'actualité, l'entrevue prévue était courte (elle a duré moins d'une heure), FO a décidé de s'y rendre afin d'essayer d'obtenir des précisions sur un certain nombre de sujets.

- L'informatique :

Avec la mise en place récente de la Direction interministérielle du numérique et des systèmes d'information et de communication (DINSIC), structure interministérielle directement sous l'autorité du Premier Ministre, ayant pour objectif la mutualisation des matériels, des outils, des réseaux pour une meilleure maîtrise des coûts, nos collègues de l'informatique s'interrogent sur leur avenir et sur leur situation statutaire au sein de la DGFIP. M Mazauric nous a assuré que, compte tenu de son caractère stratégique, l'informatique et les informaticiens avaient vocation à rester à la DGFIP. Il explique que des mutualisations sont bien sûr à envisager, mais que dans ce domaine la DGFIP est plutôt en position d'offrir ses services à d'autres directions ministérielles (INSEE, Douanes), voire à d'autres ministères.

- Le réseau et son maillage territorial :

Pour le DGA, l'avenir du réseau est à la modernisation et à la réduction de sa taille. Selon lui, le « front office » pourrait très bien se réaliser dans des permanences à l'extérieur de nos services et il est à nouveau question des maisons de service public.

Il affirme par ailleurs « Nous n'avons aucune stratégie de fermeture ». Il n'en reste pas moins que la trésorerie d'Eygrières fermera bien au 1^{er} janvier 2016 et qu'une autre (laquelle ? Nous n'avons pas plus de précisions pour l'instant...) fermera l'année prochaine.

- Les RAN (résidences d'affectation nationale) et les règles de gestion:

FO a demandé s'il y aurait des fusions de RAN dans les Bouches-du-Rhône. Nous n'avons eu pour réponse que des généralités sur les RAN.

Pour les règles de gestion, nous avons par contre la confirmation qu'il n'y aura plus de mouvement complémentaire de mutation en 2017.



Les apprentis et le service civique :

Pour FO-DGFIP, après le recours aux PACTE, l'apprentissage et le service civique s'imposent comme de nouvelles entorses au Statut Général. Il ne faudrait pas que l'administration recrute des jeunes pour pallier les manques d'effectifs dans les services en les sous-rémunérant et en ne voyant que son intérêt immédiat et pas le leur. Mais le DGA maintient qu'il ne s'agit en aucun cas d'une « sous fonction publique » ... sachant que les jeunes volontaires du service civique perçoivent une somme de 573 € par mois.

Pour l'apprentissage tout particulièrement, FO s'inquiète de la formation qui peut être dispensée dans ce cadre. D'une part, l'apprenti n'a pas vocation à devenir fonctionnaire à l'issue de son contrat, sauf s'il passe un concours, d'autre part se pose le problème des maîtres d'apprentissage, alors que la situation des services de la DGFIP laisse peu de temps pour exercer réellement cette responsabilité.

La directrice régionale, Mme Suire-Reisman considère qu'il s'agit pour la DGFIP d'« un effort social ». Cette notion d'« effort social » pourrait d'ailleurs être invoquée dans bien d'autres domaines, par exemple, et ce n'est qu'un exemple, dans le sujet suivant.

- La « caisse sans numéraire » :

M Mazauric invoque notamment le problème de sécurité, mais aussi le coût du transport de fonds lors des déagements ou encore la suppression du risque d'erreur. Il apparaît plutôt que, là encore, c'est l'argument budgétaire qui prime. Quant à « l'effort social », l'administration a sans doute oublié que ces « caisses sans numéraires » ne pourront plus payer en espèces les bons de secours.

En conclusion, pour ceux qui l'ignorerait encore, nous sommes dans un contexte de « contrainte sur l'emploi, mais aussi sur le budget », mais pour autant, la DGFIP n'abandonne aucune mission et il faut par conséquent rechercher des « allègements ».

Le discours de M Mazauric n'avait en aucun cas la teneur d'un discours social. Il en ressort une impression de « virtuel » comme risquent de l'être bientôt les services de la DGFIP.

POUR FO-DGFIP13 IL EST INCONCEVABLE D'ACCEPTER CES REFORMES

Une nouvelle fois, FO-DGFIP 13 s'élève contre cette politique d'austérité. Nous devons réagir contre ces arguments budgétaires et uniquement budgétaires.

L'action doit s'amplifier à la DGFIP

